# **Termes de Reference**

# **Activité : B2 – 2.2 et 3 Formation à l'Open data à destination du CICG et de 6 Ministères pilotes et Atelier de publication de jeux de données**

|  |  |
| --- | --- |
| Titre du Projet | Programme d’Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones #PAGOF |
| Partenaires | Tunisie, Côte d’Ivoire, Burkina Faso |
| Opérateurs | CFI et Expertise France |
| Directeurs de Projet | Julie Abrivard - Emilie Bècle |
| Email | jad@cfi.fr ; [Emilie.becle@expertisefrance.fr](mailto:Emilie.becle@expertisefrance.fr) |
| Pays/institution | **Côte d’Ivoire /OSC. Administration /CT- PGO** |
| Opérateur sur l’activité | **EF** |
| Activité | **Activité : B2 – 2. 2 et 3 Formation à l'Open data à destination du CICG et de 6 Ministères pilotes et Atelier de publication de jeux de données** |

# Description et contexte du PAGOF

Lors de sa co-présidence du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO - sept. 16-sept. 17), et dans le cadre de son Plan d’Action National 2018-2020, la France s’est engagée à soutenir la transparence de l’action publique au niveau international en affichant un soutien aux pays francophones dans la mise en œuvre de leur plan d’actions. Le Gouvernement français a ainsi décidé de mettre en place, via un financement de l’AFD, le **Projet d’Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (PAGOF)**.

Sur cette base, l’AFD a décidé de confier à Expertise France (Agence française d’Expertise Technique Internationale) et CFi (Agence Française de développement médias) ce projet d’Assistance Technique, d’une durée de 3 ans, à destination des pays d’Afrique francophone, et ainsi d’accompagner ces derniers dans la mise en œuvre de leurs réformes de gouvernement ouvert. Ce volet cible en priorité les 3 pays déjà membres de l’initiative internationale, à savoir la Tunisie, le Burkina Faso et la Côte d’Ivoire.

L’objectif général du #PAGOF est de soutenir et accompagner les administrations publiques et la société civile (dont les médias) des pays bénéficiaires (Tunisie, Burkina Faso et Côte d’Ivoire) dans la réalisation de leurs engagements en lien avec le gouvernement ouvert afin de respecter les principes du PGO que sont la transparence de l’action publique et l’accès aux données, l’intégrité de l’action publique et des agents publics et l’utilisation des nouvelles technologies en faveur de l’ouverture et de la redevabilité. Il vise également à sensibiliser et soutenir les efforts des pays d’Afrique francophone dans leur démarche d’adhésion au PGO. Dans ce cadre, Expertise France se chargera plus particulièrement de l’appui aux autorités, et CFi de l’appui aux organisations de la société civile (dont les médias).

Deux axes d’intervention ont été priorisés pour chaque pays : le premier (Axe A) se concentre sur des activités de sensibilisation aux principes de gouvernement ouvert et principes méthodologiques liés au PGO ; le second (Axe B) s’attache à appuyer la mise en œuvre technique des Engagements pris par chaque pays dans le cadre de leur Plan d’Actions National (PAN).

# Description des Objectifs de l’activité

# Membre du PGO (Partenariat pour un Gouvernement Ouvert), la Côte d'Ivoire s'est engagée dans un processus d'ouverture et de transparence dans la gestion des affaires publiques. A ce titre, le gouvernement a lancé en 2016 sa propre plateforme de partage des données publiques *data.gouv.ci*. La création du site a été pilotée par le Centre d'Information et de Communication du Gouvernement (CICG) en partenariat avec la Commission d'Accès à l'Information d'Intérêt Public et aux Documents Publics (CAIDP) et l'organisation non-gouvernementale CODE.CI. La mise en place de cette plateforme d'open data gouvernementale répond à un triple objectif:

# le renforcement de la transparence de l'action publique,

# l'amélioration continue du service public

# le développement économique par la création de nouvelles opportunités.

A ce jour, sont disponibles ce portail Open Data Côte d’Ivoire :

* 20 organisations (structures publiques en phase pilote) qui contribuent à l’alimentation de la plateforme,
* 18 thématiques sont couvertes
* 382 jeux de données créés
* 659 ressources (données publiées)
* 2 réutilisations.

En termes de sensibilisation et de mobilisation :

* 25 structures publiques ont été enrôlés dans la phase pilote
* 2 Associations des blogueurs de Cote d’Ivoire (UNBCI, ABCI)
* Participation à #HACKFRANCOPHONIE (Paris) en 2016
* Conférence d’Afrique Francophone des Données Ouvertes (CAFDO au Burkina Faso) en 2017
* Conférence Africaine des Données ouvertes à Accra (2017)
* Conférence d’Afrique Francophone des Données Ouvertes (CAFDO en Côte d’Ivoire) en 2019

Toutefois, plusieurs constats peuvent être faits par rapport à cette plateforme d’open data :

* Mise en ligne de données peu exploitées même si sous format XLS et en CSV ;
* Pas de mise à jour systématique des données ;
* Un arrêt du processus de collecte et de diffusion des données publiques
* Le lien vers la plateforme ne fonctionne pas de manière optimale car le CICG ne dispose pas d’un certificat à validation étendue pour la plateforme data.gouv.ci. Le certificat fourni par la Société Nationale de Développement Informatique est limité.

De plus, la mise en place de cette plateforme n’a pas forcément été accompagnée d’actions en terme :

* d’information et de mobilisation de la société civile quant au concept d’open data et à l’utilisation de données ouvertes ;
* de vulgarisation et d’information autour de la plateforme ;
* de généralisation du processus de collecte et de publication des données à toute l’administration publique.

Dans le cadre du projet PAGOF, il a été décidé, conjointement avec les points focaux, d’apporter un appui à l’engagement 9 du Plan d’Actions National (PAN) « Développement d’un portail Open Data » et plus précisément d’organiser une formation à l’open data à destination de l’administration pour le CICG et 6 Ministères pilotes.

L’objectif principal de cette activité est donc de :

* Former ces participants et leur donner un bon niveau de connaissance sur la publication des données et l’open data afin qu’elles puissent elles-mêmes assurer par la suite, soit d’autres formations soit animer les ateliers de traitement et publication de données.
* Faire un atelier de publication de jeux de données pour traiter et publier une trentaine de jeux de données issus notamment de 6 ministères pilotes afin de nourrir la plateforme *data.gouv.ci*. Ces ateliers doivent permettre aux différents participants de créer des jeux de données dans un domaine spécifique et préalablement identifié correspondant aux thématiques prioritaires.

Plus spécifiquement, **la formation** (activité B2-2.2) devra contribuer à renforcer les capacités des participants sur (liste non exhaustive) :

* Aspects théoriques :
* La définition de l’open data : qu’est-ce qu’on entend par donnée ? qu’est ce qui rend les données ouvertes ? etc.
* Les enjeux, opportunités et impacts : pourquoi en a-t-on besoin ? quels peuvent être les impacts sur la société et les politiques publiques ? etc.
* Les principes d’ouverture et de partage des données publiques ;
* Les acteurs et rôle de chacun dans l’open data : notamment rôle de l’administration et la coordination entre administration, rôle des OSC, rôle du citoyen ;
* Le cadre juridique et administratif qui entoure l’ouverture des données publiques,
* Aspects techniques :
* Connaître les outils pour l’ouverture des données et leur réutilisation : les portails d’open data (par exemple : CKAN, DKAN, Open Data Soft, data.gov.bf, NENDO, CARTEAU, OpenElections, etc…), avantages/inconvénients, etc…
* Produire et publier de la donnée (format et standards de l’open data)
* Chaine de publication des données : de la collecte à la validation et publication
* Récupérer, analyser, nettoyer et exploiter des données ouvertes ;
* Evaluer la qualité des données ouvertes ;
* Les obstacles récurrents
* La réutilisation des données : qu’est-ce qu’une donnée réutilisable, place et rôle des réutilisateurs
* Procédure de demande d’ouverture des données par la société civile, etc…
* Aspects pédagogiques :
* Messages clés à faire passer
* Points clés pour délivrer une formation (ingénierie de formation)

# Plus spécifiquement, **l’atelier** (activité B2-2.3) devra contribuer à :

* Récupérer et collecter les données
* Traiter ces données : analyser, nettoyer et exploiter des données ouvertes ;
* Evaluer la qualité des données ouvertes ;
* Vulgariser ces données ;
* Produire et publier de la donnée (format et standards de l’open data)

# Prestation à fournir

# Pour l’activité **Formation à l’ouverture des données et à leur publication (Activité B2-2.2) :**

# Proposer un programme de formation détaillé (modules abordés, méthodes pédagogiques utilisées, format des modules, supports de formation éventuels etc.) et adapté aux participants. Il pourrait être envisagé des sessions communes et des sessions spécifiques en fonction de la typologie des participants (OSC/administration) ;

* + Préparer tous les supports de formation nécessaires, une méthodologie de publication des données  et animer l’ensemble des ateliers de formation

# Pour l’activité **Ateliers d’extraction, de traitement et de publication des données (Activité B2 – 2.3):**

* + Proposer un agenda et une méthodologie de publication des données
  + Préparer tous les supports nécessaires  et animer l’ensemble des ateliers

# Livrables Attendus et Calendrier des Livrables

Au terme de la prestation, l’expert(e) devra fournir :

* Les supports de formation utilisés
* Rapport de fin de mission

# Participants

Les responsables opérationnels et métiers au sein :

* du Centre d'Information et de Communication du Gouvernement (CICG) ; les membres du CT-PGO.
* des Ministères pilotes qui auront été désignés

# Type de contrat

Court terme

# Nombre de jours d’expertise

14/15 jours de prestation :

* 1 formation de 3 jours  sur place;
* 1 atelier de 2 jours ;
* 6 jours de préparation ;
* 2 jours de Reporting

# Calendrier prévisionnel

Juin à Septembre 2020

# Lieu d’exécution

Côte d’Ivoire

Soumission des propositions

Les consultants intéressés doivent inclure les documents suivants dans leurs propositions :

* Une brève proposition technique détaillant leur compréhension du contexte et des termes de référence, la méthode de formation proposée (5/8 pages) ;
* Les CV de l’expert proposé contenant des informations détaillées sur les qualifications, l'expérience et les références appropriées ;
* Les éléments de preuve de leurs capacités à exécuter une telle tâche (références) ;
* Une proposition financière détaillée en jours-homme au total.

L’offre financière devra être établie en Hors Taxes (HT) et en Toutes Taxes Comprises (TTC).

***Les candidats devront indiquer l'entreprise/entrepreneur qui pourrait être amenée à conclure le marché avec Expertise France (Société avec n° d’enregistrement légal au registre des sociétés et ayant donc le droit d’émettre des factures)***

**Les dossiers de candidatures sont reçus sur les adresses ci-dessous :**

* Emilie Becle, Cheffe du Projet PAGOF : [emilie.becle@expertisefrance.fr](mailto:emilie.becle@expertisefrance.fr)
* Nicole Nkoa, Coordonnatrice locale du Projet PAGOF : [pagof.ci@gmail.com](mailto:pagof.ci@gmail.com)

# Profil requis de l’expert

Qualifications et compétences

* Bonne connaissance des principes de gouvernement ouvert et du PGO ;
* Excellente connaissance sur l’ouverture des données (open data : enjeux, impacts, acteurs, stratégie d’ouverture d’un Etat, collecte, nettoyage, diffusion à la compréhension de la chaîne de publication de données ouvertes) etc…
* Connaissance du dialogue avec les Organisations de la Société Civile et l’administration ;
* Excellentes compétences orales et rédactionnelles.
* Maîtriser l’outil informatique (développement web, applications, etc…) est un tout
* Bonne Pédagogie

Expérience professionnelle générale et spécifiques

* Expérience dans la mise en œuvre de projets/activités sur les valeurs et principes de gouvernement ouvert ;
* Expérience en tant que formateur dans le domaine de l’ouverture des données publiques, chaîne de publication des données, etc…
* Expérience de la mise en réseau des acteurs open data au sein de l’administration centrale et avec les OSC et le citoyen
* Capacité à travailler en milieu interculturel,
* Capacité de mise en perspective des relations autorités/OSC et de faciliter leurs échanges ;

# Langue(s) de travail

Français